

ROBERT TARDIF

candidat d'Union Démocrate

Elections législatives — Scrutin du 5 Mars 1967

XVe arrondissement — 18e circonscription de Paris

Mesdames, mes chers concitoyens,

J'AI 43 ans. Je suis avocat à la Cour d'Appel de Paris depuis 1945. Ma lignée est auvergnate : mon père est venu de Saint-Nectaire à Paris. Je n'ai pas éprouvé le besoin de changer de nom et comme vous je porte celui de mon père. Je suis marié, j'ai une fille de douze ans. Ma femme s'appelle Odile. J'aime la campagne, le rugby, les gros chiens, les petits plats, la lecture et la liberté. J'habite 7, rue Franquet, dans votre arrondissement.

Je me présente donc à vos suffrages. Beaucoup d'entre vous me connaissent. Ils savent que je ne considère pas la politique comme un métier comme tant de candidats ou de députés, sans profession définie, qui attendent de la République leur salaire mensuel.

J'ai réussi dans ma profession ; elle m'occupe assez ; elle m'apporte beaucoup de satisfactions liées aux responsabilités que j'assume depuis vingt-deux ans dans la défense des causes qui me sont confiées.

Si je vous demande de me désigner pour siéger à l'Assemblée Nationale, c'est parce que je sais que les idées et les intérêts de la majorité d'entre vous n'y sont ni représentés ni défendus.

La Ve République nous appartient à tous puisque nous avons, à 90 %, voté sa Constitution en 1958. Tous nous sommes attachés à la stabilité, à l'ordre, à la continuité. Mais nous croyons aussi, et c'est l'avis autorisé de M. Giscard d'Estaing, qu'un député est élu pour exprimer l'opinion du peuple, pour veiller à ses intérêts, pour conseiller le Gouvernement et non pour dire Amen **à tous ses actes.**

Pour la Paix, pour l'Europe, contre le communisme

COMME vous, je suis profondément attaché à la paix, pour la France et pour le monde. Je crois aussi que la paix dépend de la solidarité des peuples libres face à la menace communiste, qu'elle vienne d'Union Soviétique ou de Chine Populaire.

Avec l'immense majorité des Français, de M. Guy Mollet à M. Tixier-Vignancour, je pense que l'avenir est à l'Europe, à son unité économique et politique.

Je suis irréductiblement opposé au marxisme, au séparatisme communiste — publiquement dénoncés par le Général de Gaulle ! — au collectivisme sous toutes ses formes, à l'étatisme et à la technocratie.

Pour toutes les libertés républicaines

JE suis attaché à toutes les libertés républicaines : à la liberté de pensée et d'expression, à la liberté d'entreprise et de commerce, à la liberté syndicale. Je crois que la liberté est la première condition de la prospérité et du progrès social.
Depuis 1958, la France a connu de dures épreuves qui laissent des traces douloureuses. Avec M. Jean Lecanuet, je suis de ceux qui veulent la réconciliation de tous les Français, l'amnistie pleine et entière, la réparation des préjudices subis à la suite du drame algérien.

A cet égard, je m'engage à ne pas imiter votre députe sortant qui a écrit, le 9 mars 1964, à une électrice de notre XVe : « Je désire l'amnistie pour tous ceux qui sont en prison et je serai heureuse de voter dans un grand élan de fraternité et d'amour. » Moyennant quoi, elle a voté par deux fois contre la loi d'amnistie, le 30 octobre 1964 et le 13 décembre 1966. Quelles que soient vos opinions sur ce problème, vous conviendrez qu'un tel manque de parole traduit un regrettable mépris des électeurs.

Contre les excès de la fiscalité

COMME vous, je subis les excès d'une fiscalité qui dépasse les possibilités de chacun, porte atteinte au niveau de vie des cadres, des travailleurs et des familles, paralyse le commerce, empêche les investissements productifs. Vous savez que la masse des impôts directs d'Etat a triplé depuis 1958.
Cette augmentation extravagante du budget de l'Etat doit être freinée. Les inutiles dépenses de prestige, le gaspillage de nos ressources à l'étranger et en Afrique, l'augmentation démesurée des fonds secrets utilisés à des fins de propagande personnelle et électorale, voilà où il faut trancher hardiment.
Dans le Parlement que vous allez élire, vous avez besoin d'hommes indépendants, capables de contrôler l'usage que l'Etat fait de votre argent.

Priorité au social

J'AFFIRME le droit au travail de tous les salariés et en particulier des jeunes générations. Je suis partisan du capitalisme populaire, seule formule capable d'intégrer les travailleurs dans l'expansion économique, à la seule condition que le niveau des salaires permette l'épargne et dans la mesure où cette petite épargne sera protégée contre les abus des puissances d'argent.

Priorité doit être donnée à l'Education Nationale, à l'aide aux personnes âgées, au progrès social. Le scandale des hôpitaux de France et de Paris, sous-équipés et vétustes, doit cesser. Un programme efficace d'autoroutes doit être mis en application. La santé des Français et leur sécurité doivent être la première préoccupation de l'Etat.

Aux électeurs de juger

VOILA mes idées. Elles sont raisonnables et positives. J'appartiens à une race qui ne promet que ce qu'elle peut tenir et qui déteste la démagogie. Cette attitude correspond très probablement à la vôtre. Vous êtes fatigués des querelles de mots, des sectarismes de droite et de gauche, des vaines discussions des partis, tout autant que de l'omnipotence de la bureaucratie et de la servilité de la majorité actuelle à l'égard des gouvernements.
Si vous êtes d'accord, je ne vous promets pas l'impossible. Dans le sens des idées que je viens d'exposer, je m'efforcerai de travailler loyalement et de toute mon activité à la défense des intérêts de Paris et de notre arrondissement.
Je vous ai dit très simplement ce que je pensais, ce que je voulais. A vous de juger, quelle que soit votre opinion, je vous remercie de m'avoir accordé ces quelques minutes d'attention et je compte sur votre confiance comme vous pouvez compter sur mon dévouement.

Suppléant : **Docteur Claude FAUREL**

ROBERT TARDIF

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

CANDIDAT D'UNION DEMOCRATE

soutenu par l'ALLIANCE REPUBLICAINE
le CENTRE REPUBLICAIN
le CENTRE INDEPENDANT

IMPRIMERIE DIEPPOISE, R. V.-HUGO - DIEPPE